

La Russie en Afrique Renouvellement d'une ancienne relation ou création d'une nouvelle ?

Par Abdelhak Bassou

“ Si à une époque, nous avons pu donner l'impression d'avoir perdu tout intérêt pour le continent africain, il est de notre devoir de rattraper le temps perdu. Nous avons quantité de projets et d'idées intéressantes et de qualité pour développer notre coopération. La Russie constate sans jalousie que d'autres pays ont noué des liens en Afrique, mais elle entend bien défendre ses intérêts dans le continent.” Vladimir Poutine

Résumé

La Russie et l'Afrique se connaissent depuis le XV^e siècle. Leurs liens se sont renforcés et officialisés à partir du 19^{ème} siècle et, depuis, l'empire et le continent entretiennent des relations continues, quoique connaissant, parfois, et au gré des conjonctures, quelques moments de léthargie. Ces dernières années, médias et littérature des relations internationales ne cessent de mettre aux premières loges un certain “Retour” de la Russie en Afrique, une Afrique où interviennent déjà plusieurs puissances, plus au moins grandes, et où des pays émergents ou émergés tentent d'avoir pied à terre. Le sommet de Sotchi (Russie Afrique), prévu en ce mois d'octobre est censé sceller la relation entre la Russie et l'Afrique. Que proposera la Russie aux Africains ? de la coopération ? C'est bien évident. Mais dans quels domaines ? De la sécurité ? La Russie est de par ses capacités, à même de faire bénéficier les Africains d'un support dont ils ont grand besoin. Exploitation des mines ? L'Afrique en regorge et tout savoir-faire nouveau ou transfert de technologie ne peuvent-être que les bienvenus. Des centrales nucléaires ? Cela ne réveillerait-il pas certaines ambitions dangereuses ? La Russie est, cependant, une puissance diplomatique et saura calmer certaines ardeurs mal placées. Ce papier tente de répondre à certaines de ces questions, mais les vraies réponses ne seront connues qu'après Sotchi.

Introduction

Les relations entre la Russie et l'Afrique défrayent la chronique depuis un certain temps. A cela deux raisons essentielles : d'une part, le continent africain prend de plus en plus les allures d'une arène où se mesurent les grands et moins grands de ce monde, chacun voulant se tailler une part (la plus grande possible) des richesses et opportunités africaines et, d'autre part, la nature plus ou moins intrigante de la Russie de Poutine qui reste très difficile à placer sur l'échelle des puissances mondiales. Les articles, analyses et dépêches s'accordent à traiter le sujet sous l'enseigne d'un "retour" de la Russie en Afrique. S'agit-il vraiment d'un retour ? La question est d'autant plus complexe que la Russie d'aujourd'hui s'identifie à au moins deux entités politiques historiques, l'empire des Tsars et l'Union soviétique¹. Peut-on, dans une exploration de l'histoire des relations Afrique/Russie, soutenir que cette dernière est aujourd'hui la continuité historique de l'empire russe et/ou de l'Union soviétique ? Il en résulterait, alors, que les liens qui s'établissent aujourd'hui entre la Russie et le continent s'inscrivent dans une continuité historique. Ou, est-ce que la Russie d'aujourd'hui est une nouvelle entité géopolitique et un nouvel acteur des relations internationales ? auquel cas les relations que la Russie tente d'établir avec l'Afrique seraient inédites et sans liens avec une quelconque histoire.

La réponse à ces deux questions est importante dans l'analyse de l'intérêt que la Russie du président Poutine porte à l'Afrique, depuis maintenant quelques années. Elle permet de placer le mobile et les motivations de l'action russe dans le continent noir dans l'une de deux cases :

- Celle de la récupération de liens anciens gelés ou interrompus pour cause de conjonctures défavorables², sinon ;

1. Pour Nikita Petrov, historien russe spécialisé dans l'étude des services secrets soviétiques « En gardant la symbolique de l'époque soviétique et en laissant Staline et Lénine sur la Place Rouge, les autorités veulent créer un lien allant des princes russes jusqu'au secrétaire général du parti communiste de l'URSS pour dire qu'il s'agit toujours de la même Russie sous des incarnations différentes ».

2. Les destitutions progressives de nombreux chefs d'État alliés de l'Union soviétique ont conduit Mikhaïl Gorbatchev, à partir de 1988, à laisser progressivement se distendre les liens avec le continent. Ces liens n'ont pas survécu à la disparition de l'URSS, en 1991, et la période Eltsine a sonné le glas de ces amitiés. Il faudra attendre le deuxième mandat de Vladimir Poutine, à partir de 2008, pour que de timides initiatives soient prises, afin de rappeler au bon souvenir de certains pays le rôle passé de l'URSS.

- Celle de l'établissement d'une relation nouvelle et inédite entre le continent et une Russie nouvelle débarrassée de velléités nostalgiques.

Autrement dit, est-ce que la politique de la Russie de Poutine en Afrique est une évolution de la politique historique de l'empire russe et, surtout, de de l'Union soviétique, ou est-ce une nouvelle stratégie qui s'appuie sur des motivations nouvelles ?

Qu'il s'agisse de retour ou de première arrivée sur le continent, une autre question ne peut que tarauder les esprits : Que veut la Russie en Afrique et quel intérêt le continent représente-t-il pour ce pays ? Intérêts économiques ? Stratégiques ? ou simple confirmation d'une ambition de grandeur, de la part d'une Russie qui, au lendemain de la Guerre froide, fut qualifiée de simple puissance régionale³ ? S'agit-il d'une politique dans la continuation de l'intervention de la Russie au Moyen-Orient (Syrie), au Maghreb (Libye) et auparavant dans son entourage immédiat ?

Une autre interrogation mérite réponse, et on ne peut en faire l'économie dans l'analyse de cette présence nouvelle ou ancienne de la Russie en Afrique : Quelles réactions provoque chez les autres puissances, la tentative russe de nouer ou de renouer des relations avec l'Afrique ? Entre certaines puissances européennes, dont la présence en Afrique trouve son socle dans l'histoire coloniale ; la Chine et les USA, qui se disputent le leadership du monde et dont la présence en Afrique est relativement récente et ; les puissances émergentes qui découvrent le continent et se bousculent pour y réserver une place, quelle est la position de la Russie ? Quelles sont ses chances de réussir ses relations avec l'Afrique et de quels atouts dispose-t-elle pour mener à bien son ambition africaine ?

L'on se doit, enfin, de se demander quel intérêt l'Afrique pourrait-elle tirer de ses relations avec la Russie ? Qu'est-ce que les Russes peuvent-ils apporter de plus à un

3. En mars 2014, Barak Obama avait, lors d'un sommet sur le nucléaire à la Haye, qualifié la Russie de puissance régionale en perte d'influence, qui menaçait ses voisins, non pas en raison de sa force mais à cause de ses faiblesses. Les propos de l'ancien président américain n'inventaient pas un nouveau statut pour la Russie, car depuis la chute de l'URSS, les Occidentaux, et avec eux plusieurs autres États du monde, avaient choisi de retirer à Moscou son grade de puissance globale pour la confiner dans un simple rang de puissance régionale ou d'ex-superpuissance. Sa qualité de puissance militaire et de membre du Conseil de sécurité ne suffisait pas à lui faire garder, aux yeux des Occidentaux, le statut de puissance globale, jadis accordé à l'URSS et dont la Russie a été pourtant reconnue comme État continuateur.

continent africain déjà sollicité par moult interventions étrangères et présences civiles et militaires de puissances de tous calibres.

A l'approche du premier sommet Russie/Afrique, prévu du 12 au 14 de ce mois d'octobre 2019 à Sotchi, en Russie⁴, le présent papier tentera de répondre, ne serait-ce que partiellement, aux questions citées plus haut. Une telle tentative tire son intérêt non seulement de l'intensité autour de l'Afrique, de rivalités qui accentuent les incertitudes dans les relations internationales, mais aussi de son timing qui le place à quelques semaines après la tenue du sommet de la TICADE, sommet nippo-africain, et également à un moment où les relations de la Russie avec la France (ancienne puissance coloniale en Afrique, et qui s'est montrée très concernée par l'intervention de la Russie dans certaines régions africaines, notamment en République Centrafricaine) retrouvent une certaine chaleur. Un autre fait du moment n'est pas négligeable, celui de l'intention du président américain de retransformer le G7 en G8 en y assurant le retour de la Russie⁵.

La présente analyse des relations Russie/Afrique sera scindée en deux parties :

- La première, consacrée à l'exploration des racines historiques de la relation entre les deux entités et s'intéressera aussi bien aux relations tissées à travers l'histoire, d'abord avec l'Empire russe et, ensuite, avec l'URSS, pour essayer d'y découvrir les leviers, les motivations ou les facteurs qui pourraient présider à l'évolution de la relation actuelle ;
- La seconde partie traitera de la relation entamée dernièrement entre la Russie et l'Afrique pour en faire ressortir les intérêts recherchés par les deux parties, ainsi que les opportunités et limites de cette relation et la place de la Russie dans les rivalités dont l'Afrique est le théâtre.

4. Lors du dernier sommet des BRICS qui s'est déroulé à Johannesburg le 27 juillet 2018, le Président russe a évoqué l'idée d'un sommet russo-africain rassemblant l'ensemble des dirigeants du continent et lui-même. Cette initiative ambitieuse ne laisse pas d'inquiéter les acteurs traditionnels implantés sur ce terrain et qui craignent que les propositions russes s'avèrent suffisamment attractives pour un certain nombre de chefs d'État locaux.

5. Moscou avait été écarté du groupe des pays les plus industrialisés en 2014 après l'annexion de la Crimée. Mais le 20 août, le président américain avait déclaré que "Beaucoup de sujets dont nous discutons ont à voir avec la Russie, je la verrais bien revenir dans le G8".

I. L'histoire d'une relation

Quand est-ce que la Russie et l'Afrique se sont-elles rencontrées ? De quand datent leurs contacts et relations ? Cette question est d'autant plus importante qu'il est admis que l'histoire est, sans être un élément déterminant dans les relations internationales, n'en joue pas moins un rôle important dans le renforcement des tendances, dans les sens de l'amitié, de la belligérance ou de la neutralité. Parfois, l'histoire explique également les desseins voilés et les dessous des actions présentes.

“Acheté” par Pierre Ier de Russie, un enfant de 8 ans capturé en Afrique arrive en 1704 à Saint-Petersbourg. Ibrahim, devenu Hannibal, finira noble savant et général en chef. Un homme exceptionnel.



Il est certain que les concepts géographiques de la Russie et de l'Afrique ne facilitent pas la revue historique ambitionnée, tellement l'empire et le continent ont connu le long de l'histoire des changements de toutes natures. L'empire russe s'est élargi et s'est contracté territorialement et en capacité ; et l'Afrique avait connu une période de colonisation qui a transformé sa physionomie et, parfois, sa nature, selon les zones et les régions.

Afrique et Russie seront, pour les commodités de l'analyse, pris dans leurs acceptions conventionnelles, générales et communes, sans considération des aléas des détails et des différentes péripéties historiques.

1.1 - Les relations entre la Russie et l'Afrique avant l'URSS

C'est d'abord par le facteur religieux que Russes et Africains ont pu établir des contacts et appris à se

connaître. Les pèlerins chrétiens orthodoxes russes et africains - éthiopiens et égyptiens notamment – se rencontraient dès le moyen-âge à Jérusalem.

On retrouvera, à partir du XV^e siècle, des écrits russes décrivant, d'abord, la vie et les coutumes des orthodoxes d'Égypte et d'Éthiopie que ces écrivains russes avaient rencontrés lors des pèlerinages et, ensuite, des livres traitant de l'Égypte que certains Russes avaient commencé à visiter dans la deuxième partie du XV^e. Le premier à avoir évoqué ce pays dans ses écrits est un marchand de Moscou, Gost Vassili, arrivé au Caire entre 1465 et 1466. Dans son livre intitulé "Marche de Gost Vassili", il fournit de nombreuses informations sur le Nil et la distance séparant les villes traversées par le fleuve. La présence d'Égyptiens en Russie n'intervient que plus tard. Elle n'est rapportée que vers la moitié du XVI^e siècle. Des patriarches d'Alexandrie et du Sinaï s'étaient alors rendus à Moscou en 1556 pour solliciter « la charité » d'Ivan le terrible. Pour les Russes du Moyen-âge, l'Afrique se résumait presque à l'Égypte surtout et, dans une moindre mesure, à l'Éthiopie. Cette dernière prendra, plus tard, plus d'importance aux yeux des Russes, lorsqu'en 1825 le gééz (langue liturgique de l'Église copte éthiopienne) avait commencé à être enseigné à l'Université de Kharkov. D'ailleurs, l'Éthiopie deviendra, depuis, le pays africain qui accapare le plus l'attention de la Russie tsariste. Entre 1800 et 1914, cent cinquante huit livres et articles traitant de l'Éthiopie furent publiés en Russie.

Entre le XVIII^{ème} et le XIX^{ème}, l'empire russe commence à officialiser ses relations avec des pays africains :

- Vers la fin du XVIII^{ème}, la Russie établit deux consulats en Égypte, l'une au Caire et l'autre à Alexandrie ;
- En 1895, la Russie ouvre une ambassade en Éthiopie, la première en Afrique ; l'année d'après cette relation se manifeste en coopération concrète. Plusieurs officiers russes s'enrôlent dans l'armée éthiopienne de Ménélik pour combattre les Italiens qui tentaient de coloniser l'Éthiopie. L'empire russe n'était pas indifférent au mouvement occidental de colonisation de l'Afrique ;
- En 1898, la Russie ouvre un consulat général au Maroc. En fait, cette ouverture diplomatique ne vient que concrétiser des relations plus anciennes, (Voir encadré ci-après).

Maroc / Russie

Des relations séculaires de plus de 200 ans Extrait d'un article paru dans le *Matin* du 14 octobre 2002

... Bien que l'ambassadeur Vassily Bachercht ait présenté ses lettres de créance en qualité de ministre résident au Sultan Moulay Abdelaziz le 11 avril 1899, date à laquelle les relations diplomatiques se sont institutionnalisées, certains historiens relèvent que ces relations datent de bien avant, quand le diplomate Bachercht présenta ses lettres de créance au représentant du Sultan Alaouite à Tanger Mohamed Torres le 14 mai 1898. Quant aux contacts officiels qui ont eu lieu entre les représentants des deux pays, ils remontent à 1778 quand le pacha de Tanger, Mohamed Ben Abdelmalek, représentant du Sultan et le commandant de la flotte russe en Méditerranée, Kosalienov, se sont rencontrés en Italie. Ces contacts ont été suivis d'un échange de correspondances entre le Sultan Sidi Mohamed Ben Abdallah et l'impératrice Catherine II. Dans une lettre datant du 7 juillet 1778, le Sultan Sidi Mohammed Ben Abdallah proposa à l'impératrice Catherine II de conclure un accord de paix. Dans une autre missive, en date du 22 juillet 1782, le Sultan avise l'impératrice que le régime de la clause de la nation la plus favorisée est accordé aux navires et commerçants russes séjournant au Maroc. Dans son ouvrage sur les relations maroco-soviétiques paru en 1988, l'historien russe Robert Landa rappelle que l'impératrice Catherine II avait accordé aux sujets du Sultan Sidi Mohammed Ben Abdallah en Russie, un traitement préférentiel, en vertu d'une lettre adressée au Sultan le 8 mai 1783. Landa avait également écrit que le 1^{er} ministre-résident russe au Maroc (un grade entre l'ambassadeur et le chargé d'affaires) a pris ses fonctions sur instructions du ministère russe des Affaires étrangères selon lesquelles ce dernier devait « dans la mesure du possible prendre en considération l'unité et la sécurité du Royaume des Sultans marocains », soulignant « la communauté des intérêts maroco-russes en Méditerranée ». Selon l'orientaliste russe Robert Landa, ces instructions secrètes auxquelles s'est tenu le diplomate Vassily Bachercht pendant huit ans (1898-1906) portent sur la mission de ce dernier qui, en présentant ses lettres de créance au Sultan, devait lui réaffirmer fermement la volonté du gouvernement de l'empire (Russe) de préserver l'amitié qui les lie. Selon ces mêmes instructions, le diplomate russe ne devait pas négliger ce point important pour conférer à nos relations directes avec le Maroc un caractère de bonne foi et exprimer transparente vis-à-vis des intérêts du pays (Maroc)...

L'Empire russe avait manifesté de l'intérêt politique pour l'Afrique dès le dix-neuvième siècle, moment où se manifestèrent les visées coloniales européennes sur le continent. L'Empire des tsars avait apporté son « soutien stratégique » au pays du Négus « notamment durant la Première guerre italo-éthiopienne (1895-1896) ». Conflit qui vit l'Italie coloniale subir un désastre lors de la bataille d'Adoua. Que les motivations soient stratégiques ou dictées par une solidarité avec les frères orthodoxes, l'évènement est historiquement retenu comme la volonté des Russes de s'opposer à la colonisation d'un pays africain.

L'évocation par le ministère des Affaires étrangères russe de « l'unité et de la sécurité du Royaume des Sultans du Maroc » dans ses instructions à son premier ministre résident au Maroc, vont dans le même sens, si l'on prend en considération le timing de ces instructions, (Fin du XIX^{ème} siècle, alors que les tractations pour la conférence d'Algésiras battaient leur plein).

Les visées coloniales sur l'Afrique avaient éveillé l'attention de l'empire sur le continent et ses premières interventions semblent avoir été guidées par ce souci.

1.2 - L'URSS et l'Afrique

C'est au cours des années soixante, alors que la plupart des Etats du continent obtiennent ou avaient obtenu leur indépendance des puissances coloniales, que l'URSS se présente aux Africains comme alternative politique. Elle propose, en effet, un modèle politique et idéologique radicalement opposé à celui du bloc occidental, généralement perçu dans les opinions populaires comme colonisateur et, donc, comme oppresseur. Si l'URSS considérait alors le « tiers-monde », en général, et l'Afrique, en particulier, comme un allié potentiel contre l'Occident, certains Etats, et surtout certaines populations, voyaient en l'adoption du modèle soviétique et en l'alliance avec Moscou, une revanche contre l'Occident colonisateur. Modèle communiste ou soviétique rimait alors avec indépendance et liberté. La pensée marxiste-léniniste, avec ses idéaux égalitaires et internationalistes, séduit de nombreux leaders africains qui s'engagent dans des partenariats avec l'Union soviétique et mettent en place des formes étatiques largement inspirées de l'URSS, avec un pouvoir central fort, un parti unique, une armée et une police considérées comme les piliers de l'exécutif.

Pour séduire les pays africains et en priver le clan occidental -Guerre froide oblige- les Soviétiques basaient leurs devises sur la discrimination raciale aux États-Unis et le colonialisme européen en proposant une idéologie égalitariste ; des concepts facilement intériorisés par des populations qui venaient de sortir du joug de la colonisation. Certains auteurs refusent, cependant, de placer la relation entre l'URSS dans le cadre d'une guerre par procuration contre l'Occident. Vladimir Shubin⁶ souligne que le soutien de l'Union soviétique aux luttes de libération nationale dès les années 1950 relevait de la lutte anticoloniale et anti-impérialiste. Il repoussait ainsi les théories des politiques et les analyses des universitaires occidentaux qui regardaient l'alignement de l'URSS aux côtés des mouvements africains de libération à travers le prisme de la rivalité entre superpuissances.

Pour d'autres analystes, la politique soviétique en Afrique n'était pas spécifique au continent, elle relevait de l'ensemble de la stratégie russe envers les pays du tiers monde.

Dans sa thèse intitulée "Les deux grandes puissances et l'Afrique (1960-1977)", Zaki Laidi⁷ soutient que l'un des paramètres de la politique soviétique en Afrique (durant la période de Khrouchtchev) était « d'assurer la jonction entre les objectifs globaux de l'Union soviétique en tant que puissance diplomatique, puissance idéologique et modèle économique et les attentes africaines' ». Selon le même auteur, pour arriver à ces fins, l'URSS :

- Tirait profit, au moindre coût, des différents niveaux de rupture entre pays africains et pays occidentaux, afin notamment de prévenir toute relève européenne par les États-Unis ou la République populaire de Chine.
- Favorisait les plus larges convergences diplomatiques entre l'Union soviétique et les Etats africains.
- Proposait aux Etats africains un modèle de développement alternatif de celui de l'Occident.

6 Directeur adjoint de l'Institut d'études africaines de l'Académie des sciences de Russie, Shubin a été successivement officier des forces armées soviétiques de 1962 à 1969, secrétaire du Comité soviétique de solidarité afro-asiatique, chef de sa section africaine de 1969 à 1979, et chef adjoint du Département des affaires étrangères du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique de 1982 à 1991. Voir : Luc Ngwe, « Shubin, Vladimir. — The Hot « Cold War » : The USSR in Southern Africa », Cahiers d'études africaines, 226 | 2017, 473-477.

7 Zaki Laidi. Les deux grandes puissances et l'Afrique (1960-1977) TOME I & II. Science politique. Institut d'Etudes politiques de Paris – Cycle supérieur d'Etudes politiques, 1983.

Un autre chapitre fut très important dans les relations entre l'Union soviétique et l'Afrique ; celui des fournitures en armements. Entre 1970 et 1972, l'URSS est le deuxième fournisseur d'armements aux pays africains avec une moyenne annuelle durant ces trois années de 20,9 millions de dollars, derrière la France avec 95,2 millions, et devant la Grande-Bretagne et les USA avec respectivement 17,9 millions et 16,6 millions⁸.

Il serait intéressant de se demander, si de tels piliers sont toujours les conducteurs qui président à la politique de la Russie actuelle en Afrique, à un moment où la Chine est plus proche que jamais de remplacer les Européens en Afrique, où les USA ont profité de la fin de la Guerre froide et de la torpeur russe durant les années Eltsine pour effacer les traces de l'URSS en Afrique et, finalement, un moment où d'autres puissances montantes dépassent encore, et de loin, la Russie dans ses échanges avec l'Afrique.

II. Le retour de Moscou en Afrique : le militaire, le nucléaire et le minier au-devant de la scène

Si "Moscou" est ici utilisée à la place de "Russie", c'est que le nom de la capitale représente la Russie de tous les temps. Il peut donc être représentatif d'une Russie qui traverse l'histoire. Qu'il s'agisse de l'empire russe, de l'URSS ou de la Russie actuelle, Moscou peut en être le symbole, du moins en matière de politique internationale, domaine qui nous intéresse dans l'analyse des relations de ce pays avec l'Afrique. L'utilisation du nom de la capitale pour désigner le pays nous permet de parler d'un retour. Autrement, se poserait la problématique de savoir s'il faut traiter ce retour par rapport à l'ancienne présence de l'URSS, qui n'est pas la Russie actuelle, ou de l'empire russe qui n'est pas l'URSS.

Ce que nous pouvons appeler un retour de Moscou en Afrique, peut être daté du 2^{ème} mandat du président

Vladimir Poutine⁹. L'attention pour l'Afrique se limitait, certes, politiquement à l'Afrique du Nord (voir encadré : Accueil de Poutine au Maroc¹⁰) ; mais c'était là un début d'une politique qui ira croissante jusqu'à l'annonce du sommet Russie-Afrique en juillet 2018, à l'occasion de la réunion des BRICS à Johannesburg.

Commentant l'accueil accordé par Sa Majesté le Roi Mohammed VI à Vladimir Poutine en 2006, l'hebdomadaire "Jeune Afrique" souligne :
" Lorsque, en septembre 2006, il offrit à Vladimir Poutine du lait et des dattes en guise d'offrande de bienvenue, Mohammed VI savait que l'événement était exceptionnel à plus d'un titre. Non seulement il s'agissait de la première visite d'un président russe au Maroc depuis la chute de l'URSS, en 1991 (la précédente, celle de Leonid Brejnev, remontait à 1961), mais l'homme aux cheveux clairs et au regard opaque que le souverain chérifien recevait avec tous les honneurs n'avait presque jamais mis les pieds dans un pays africain..."

Au niveau de l'exploitation des matières premières, il est remarqué, dès 2005, un regain d'intérêt à la fois pour des intérêts énergétiques (gazières et nucléaires) et géopolitiques dans un jeu d'équilibrage d'un monde multipolaire et de concurrence avec la Chine.

Cependant, jusqu'en 2017, les échanges entre la Russie et l'Afrique subsaharienne ne représentaient que de 3,5 milliards de dollars. Le bond enregistré en 2018, en passant à cinq milliards est, certes, considérable, mais presque insignifiant, comparé aux échanges entre l'Afrique et les anciennes puissances coloniales, la Chine, l'Inde ou les USA. Même en additionnant les échanges avec l'Afrique du Nord, la Russie totaliserait un volume de 20 milliards de dollars, loin derrière les champions, la Chine

9. Quelques dates depuis 2006 peuvent illustrer l'intérêt russe pour l'Afrique : 2006 : Le président Poutine visite l'Afrique du Sud et le Maroc ; 2009 : Le premier ministre Medvedev visite l'Angola, la Namibie et le Nigeria ; 2010 : Conférence parlementaire internationale Russie/Afrique. 2011 : la Russie compte 40 ambassades en Afrique et accueille 35 ambassades africaines

10. Pour de plus amples informations, voir : <https://www.policycenter.ma/sites/default/files/OCPPC-RP1605rec.pdf>; La Russie et le Maghreb ; Abdallah Saaf, page 17.

8. Zartman, W. (1977). Les transferts d'armements en Afrique. *Etudes internationales*, 8 (3), 478-486. <https://doi.org/10.7202/700800ar>

et l'Union européenne qui dépassent les 200 milliards, chacun, et des challengers, l'Inde et les USA avec plus de 50 milliards, chacun.

Cette situation de retard, combinée à l'ambition de Moscou de retrouver sa place en Afrique, entraîne des questionnements quant aux capacités de la Russie à combler ce retard, et sur les instruments et les outils concurrentiels dont elle dispose.

2.1 - Les leviers de l'intervention russe en Afrique

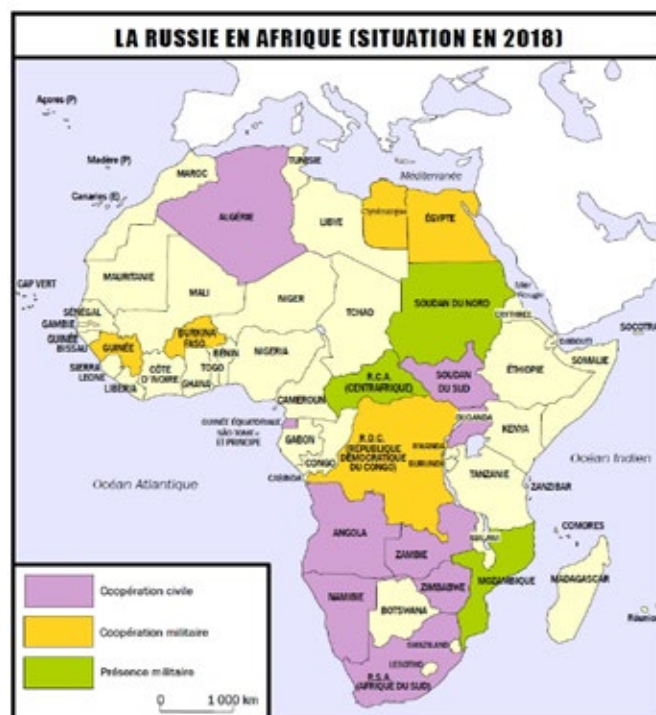
• Le domaine militaire, un volet favorable à la Russie

La Russie dispose d'une excellente capacité à s'exporter dans le domaine militaire. L'agence Rosoboronexport, chargée de coordonner les opérations de vente des armes russes, semble réussir sa mission dans différentes régions du globe. Selon l'institut indépendant SIPRI, les États-Unis sont en tête du classement des exportateurs d'armes pour la période 2012-2016 (33% du marché total), devant la Russie (23%), la Chine (6,2%) et la France (6%).

La vente d'armements est une activité centrale dans la nouvelle stratégie de Moscou en Afrique, tout en étant assortie d'autres activités militaires, telles que la formation, l'instruction et l'entraînement de contingents africains ainsi que l'installation de bases dans certains pays. Ces trois activités constituent les trois piliers de la relation militaire de Moscou avec le continent africain :

- **Ventes d'armes** : Si l'on considère la Russie comme héritier de l'URSS, elle dispose, dans le continent, de partenaires historiques comme l'Algérie et l'Égypte qui continuent à s'armer auprès de Moscou. Les importations respectives des deux pays ont atteint un milliard de dollars en 2016. Les relations avec d'autres alliés de l'URSS sont actuellement réactivées par la Russie. C'est le cas de l'Angola et de l'Ouganda qui ont reçu ces derniers temps des chasseurs-bombardiers Sukhoï-30 MK (18 pour l'Angola et 6 pour l'Ouganda). Auparavant, en 2017, la Russie avait demandé et obtenu une exemption à l'embargo de l'ONU sur la vente d'armes à la République Centrafricaine (RCA), et a livré à ce pays quelques 5 000 fusils d'assaut AKM.

- **La Formation** : Celle-ci constitue le deuxième pilier dans l'édifice de la relation militaire avec l'Afrique. Ceci se matérialise par la signature d'accords de partenariat et de formation avec plusieurs pays africains. C'est dans ce cadre que se situe l'envoi en RCA d'instructeurs (117 civils et 5 militaires) chargés d'entraîner les forces de sécurité du pays et la réactivation d'un projet datant de 1999 avec la République démocratique du Congo (RDC) et consistant en la formation de cadres et d'éléments des forces armées congolaises. Les écoles et académies russes accueillent, également, de plus en plus de cadres africains. La formation militaire permet à la Russie de promouvoir sa doctrine militaire en Afrique et s'assure, par conséquent, d'un potentiel développement futur de son marché d'armement dans le continent.
- **L'ouverture de bases militaires** : Si la Russie semble, pour le moment, la seule puissance militaire à ne pas disposer de bases à Djibouti, Moscou a commencé à s'assurer une présence permanente dans d'autres pays, notamment en RCA, au Soudan et au Mozambique, avec émergence d'un projet de base en Somali-Land.



Source : L'Afrique réelle- N° 106- Octobre 2018 et
www.bernard-logan.com

• Le Nucléaire : un domaine où la Russie peut séduire les Africains

La coopération dans le domaine nucléaire est une priorité pour Moscou, selon la chercheuse indienne Shaantanu Shankar¹¹ qui relève, « qu'en seulement quatre ans, l'opérateur russe Rosatom a pris la place du Français Areva comme premier fournisseur d'énergie nucléaire civile en Afrique, en signant des accords intergouvernementaux avec 13 pays. ». Quelques exemples de coopération dans le domaine donnent raison à la chercheuse indienne :

- Moscou a signé avec la Zambie, en novembre 2018, un accord portant sur la construction, à partir de 2019, d'un réacteur de recherche. Auparavant, la même année, un autre accord établissait un contrat de coopération concernant la construction d'un Centre de sciences et de technologies nucléaires.
- La Russie a également construit la première centrale nucléaire en Egypte. Le gouvernement égyptien qui s'était senti abandonné par Barack Obama lors du Printemps Arabe s'était tourné vers la Russie pour son projet d'énergie nucléaire.
- Le Nigeria a également trouvé en la Russie un partenaire pour l'accompagner dans son ambition de développement nucléaire. Les deux pays ont signé, en juin 2012, des accords portant sur la construction, la gestion d'une centrale ainsi que d'un centre de recherche. Le complexe sera conçu par la firme russe Rosatom.
- Un plan a été signé en décembre 2018 avec Khartoum pour la construction d'une centrale nucléaire confiée à Rosatom.
- Moscou et Kampala ont signé un accord de coopération portant sur le développement de l'énergie nucléaire à des fins civiles. Cet accord avait été signé en septembre par un représentant de Rosatom et la ministre ougandaise de l'Énergie.
- Les accords-cadres de la coopération entre Moscou et plusieurs autres pays africains, tels que le Rwanda ou

11. Shaantanu Shankar est chercheuse principale pour le programme d'études géoéconomiques. Ses recherches portent notamment sur les engagements économiques de l'Inde en Afrique, les acteurs extérieurs de l'économie politique de l'Afrique, le financement et le développement des institutions dans les pays africains, l'histoire moderne et contemporaine de l'Afrique, entre autres. Elle est titulaire d'un doctorat en études africaines de l'Université de Mumbai et d'une maîtrise en géopolitique et relations internationales de l'Université Manipal. Avant de rejoindre Gateway House, elle a travaillé avec le groupe de recherche et d'analyse de la Banque d'import-export de l'Inde.

le Kenya, voient le nucléaire s'installer en sujet majeur.

• Le secteur minier : la Russie doit trouver de la place

La Russie manque de certains minéraux pour son industrie. C'est le cas, par exemple, du manganèse, de la bauxite et du chrome. Même lorsqu'elle en dispose, leur exploitation, dans les rudes conditions naturelles de son Nord, est difficile et coûteuse. La richesse de l'Afrique en ressources naturelles, et notamment minière, fait de ce domaine l'un des champs de prédilection de la coopération de la Russie dans le continent. Plusieurs accords signés entre la Russie et l'Afrique, ces dernières années, concernent donc et, sans surprise, le volet de l'exploitation minière.

Soucieuse de placer ces exploitations dans le cadre d'un deal gagnant-gagnant, la Russie cadre toujours les avantages qu'elle obtient dans ce secteur dans le domaine de coopération en contrepartie des soutiens financiers, militaires ou technologiques qu'elle apporte à ses partenaires. C'est dans ce sens que la carte des accords d'assistance dans ces domaines semble calquée sur celles des pays riches en minerais, en plus de ceux présentant des intérêts stratégiques. Si les points focaux du retour russe en Afrique sont des pays à importance stratégique (Egypte), politico-économique (Afrique du Sud) ou commerce d'armement (Algérie), d'autres semblent être prisés pour leurs richesses spécifiques en minerais (Namibie/uranium ; Angola et Centrafrique/diamant ; Guinée/aluminium) ; on peut rappeler à titre indicatif que :

- En octobre 2017, le Burundi lance l'exploitation industrielle d'un gisement d'or situé à l'Ouest du pays. L'exploitation aurifère est assurée par la société russe Tanganyika Gold qui avait introduit, en février 2017, une requête pour l'exploitation de ce gisement ;
- Rusal, une société russe de production d'aluminium, a commencé à exporter de la bauxite à partir des mines de la Guinée. Ces exportations représentent environ un quart de la production totale de Rusal ;
- La Russie s'intéresse également aux diamants. Sa compagnie nationale d'extraction de diamants, Alrosa, a signé un accord avec l'Angola en 2017.

2.2 - Sommet de Sotchi : quel esprit et quelles attentes ?

• Les piliers et objectifs de la Russie en Afrique

Si la Russie avait annoncé, en 2018, la tenue d'un sommet Russie/Afrique, ce n'est qu'après avoir constaté, après quelques années d'études, d'analyses et de réflexion, la pertinence d'une telle initiative.

Les piliers de la politique du retour de Moscou en Afrique peuvent être, ne serait-ce qu'en partie, puisés dans les récentes et différentes déclarations des responsables russes ainsi que de documents validés par le gouvernement de ce pays :

- Un document de politique extérieure, validé par le président Vladimir Poutine, précise que les relations avec l'Afrique seront économiques et commerciales et contribueront à prévenir les conflits régionaux et les situations de crise. Le même document qui veut associer les outils du bilatéral et du multilatéral souligne également l'importance de la résolution des conflits en Afrique par les moyens pacifiques ;
- Lors de leur tournée en Afrique en 2018, Sergueï Lavrov et Nikolai Patrouchev ont porté aux partenaires africains un message dont la teneur concerne le caractère multiforme de l'assistance russe pour la résolution des conflits internes et la lutte contre la menace terroriste. Ils ont exposé, également, l'idée de la création d'unités africaines prêtes au combat, susceptibles de lutter efficacement contre le terrorisme dans plusieurs régions de l'Afrique et précisent que l'intervention de ces unités se fera dans le strict respect des relations internationales ;
- Alexandre Mikheïv a déclaré récemment que les produits militaires russes, qui ont été testés en situation de combats réels, correspondent à 100% à l'objectif de faire de l'Afrique un territoire plus sûr.

Les visées russes de leur retour en Afrique, également lues dans différentes littératures sur le sujet, semblent privilégier trois axes :

- Le renouveau ou le renforcement de la coopération militaro sécuritaire ;
- L'ouverture des économies africaines, notamment

dans les domaines des mines et de l'énergie, aux investissements russes et ;

- La relance des échanges culturels et universitaires.

Ces visées semblent prendre en compte une situation africaine où les différentes interventions étrangères et continentales s'avèrent dans l'incapacité de maintenir la paix et la sécurité dans plusieurs régions du continent, et la méfiance qui commence à se développer chez certains dirigeants africains vis-à-vis des prêteurs chinois. Ajouter à cela la prolifération d'intervenants internationaux en Afrique, qui ouvre la voie à tous, contrairement à l'époque où le champ africain était monopolisé par certaines puissances.

Sotchi représente, aussi, pour les Africains l'occasion de cadrer leurs relations avec l'une des puissances émergentes du monde et, qui plus est, a démontré sa capacité de traiter des crises internationales par sa gestion du conflit syrien, qui a marqué le retour de la Russie parmi les grands, en la plaçant quasiment comme seule puissance crédible au Moyen-Orient.

• Sotchi, le départ d'une lutte pour la paix et le développement

Si les relations entre l'Afrique et l'URSS se sont déroulées à l'ère de l'OUA, une organisation dédiée à la lutte contre le colonialisme et à l'indépendance des Etats africains, force est de constater que l'ancienne organisation panafricaine a été remplacée depuis par l'Union africaine (UA), dont les missions et les objectifs dans une Afrique indépendante est la recherche du développement et de la sécurité. Des objectifs et ambitions qui correspondent aux capacités de la Russie nouvelle (qui a remplacé l'URSS). Des capacités militaires et un savoir-faire diplomatique à même d'aider l'Afrique dans sa lutte contre le terrorisme et dans sa recherche de résolution pacifique des conflits inter ou intra étatiques.

La coopération ambitionnée et attendue après Sotchi doit être dépourvue d'idéologies pour laisser la place à des visions socio-économiques et politico-sécuritaires concrètes.

C'est dans ce sens que les Africains apprécieront la Russie nouvelle, partenaire de la sécurité et du développement, comme ils avaient apprécié jadis- lorsque l'Afrique

souffrait encore de la colonisation- le partenariat avec l'URSS dans la lutte pour les indépendances.

Dans ce sens, Sotchi devra consacrer les deux phénomènes à combattre en Afrique :

- L'instabilité et l'insécurité nourris par le terrorisme et par les ambitions surdimensionnées de leadership de certains pays qui n'hésitent pas à agir pour déstabiliser les autres. La Russie peut aider les Africains à trouver les mécanismes de partage de leadership régional dans le respect des relations et du droit internationaux, aussi bien par la non-ingérence dans les affaires internes des autres pays que par le respect de leur souveraineté et l'intégrité de leurs territoires.
- La pauvreté et la précarité. L'Afrique est un continent riche et les pays qui le composent ne le sont pas. Cette contradiction est l'une des difficultés que rencontre le continent et que la Russie participerait à surmonter. C'est dans ce sens que se situe les apports russes en matière énergétique et d'amélioration de l'exploitation minière qui pourrait permettre aux Africains de mieux tirer profit de leurs richesses naturelles.

Le sommet de Sotchi est l'occasion pour Moscou et l'Afrique d'ajouter une pierre dans l'édifice de la marche du monde vers la paix et la prospérité. Il devra, pour cela, innover dans la politique internationale en l'ancrant dans une multipolarité paisible basée sur la recherche de la paix et de la prospérité, loin des slogans qui ont marqué le monde bipolaire, où l'idéologie instaurait une solidarité automatique qui ne tient aucun compte des intérêts de la cohabitation pacifique entre régions et Etats du monde.

C'est l'occasion pour la Russie de se faire entendre comme un acteur en mesure de participer à la création du nouvel ordre mondial, un ordre capable d'assurer la prospérité

et la sécurité par le développement, la technologie et l'innovation.

C'est, également, l'occasion pour l'Afrique de diversifier ses relations et compter sur un allié renouvelé, qui a montré ses capacités militaires et diplomatiques et ses penchants vers l'équité et le respect du droit international et de la souveraineté et l'intégrité des territoires des Etats qui constituent la communauté internationale.

Si Sotchi est couvert par un nuage de pragmatisme et de réalisme, il ne peut que satisfaire les aspirations aussi bien de la Russie que des Etats africains.

Bibliographie

- Valery Kossov. "Etude sémantique du discours poutinien". Russie. Regards de l'Observatoire franco-russe, 2018. hal-01995633.
- Maiga, A. A. (2015). "L'Afrique vue par les écrivains-voyageurs russes (du XIV^e au début du XX^e siècle)". *Etudes littéraires africaines*, (40), 141-157. <https://doi.org/10.7202/1035986ar>
- "Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique", par Alexandra Arkhangelskaya ;
- "Présences chinoise et russe en Afrique : différences, convergences, conséquences", par Eleftheris Vigne ; Institut Royal Supérieur de Défense Centre d'Etudes de Sécurité et de Défense.
- Arnaud Kalika, « Le «grand retour» de la Russie en Afrique ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 114, Ifri, avril 2019.

À propos de l'auteur, Abdelhak Bassou

Abdelhak Bassou est Senior Fellow à l'OCP Policy Center. Ancien préfet de police, il fut investi de plusieurs responsabilités au sein de la Direction Générale de la Sûreté Nationale Marocaine dont chef de la division de la police des frontières de 1978 à 1993 ; Directeur de l'Institut Royal de Police en 1998 ; Chef des Sûretés régionales (Er-Rachidia 1999-2003 et Sidi Kacem 2003-2005) et également Directeur Central des Renseignements Généraux de 2006 à 2009. Il a également participé aux travaux de plusieurs instances internationales dont le Conseil des Ministres arabes de l'intérieur de 1986 à 1992, où il a représenté la Direction Générale de la Sûreté nationale dans plusieurs réunions. Abdelhak Bassou est titulaire d'un Master en études politiques et internationales de la Faculté des sciences juridiques, économiques et social d'Agdal à Rabat sur un mémoire intitulé « L'Organisation Etat Islamique, naissance et futurs possibles ».

À propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

[Read more](#)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma